
Pouvoirs et territoires en Turquie contemporaine

Élise Massicard



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/18436>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2007

Pagination : 550-551

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Élise Massicard, « Pouvoirs et territoires en Turquie contemporaine », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2007, mis en ligne le 15 avril 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/18436>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

Pouvoirs et territoires en Turquie contemporaine

Élise Massicard

Élise Massicard, *chargée de recherche au CNRS*

- 1 LE séminaire a poursuivi ses interrogations sur la différenciation spatiale des phénomènes politiques en Turquie. Relativement bien traitées par les historiens ottomanistes, ces problématiques n'ont que peu été poursuivies sur la Turquie contemporaine. La majorité des travaux de science politique étudie l'État central ou les organisations politiques au niveau national. Cette interrogation sur la dimension territoriale des pouvoirs s'inscrit dans une sociologie politique qui entend prendre acte de l'enracinement des phénomènes politiques dans des contextes concrets, donc de la nécessité de sociologiser et d'historciser la politique.
- 2 Les séances précédentes avaient permis de faire le point de la littérature existante et de tenter de dépasser une lecture classique, dichotomique en termes de centre/périphérie, de national/local – ces pôles n'ayant pas d'existence en soi, mais constituant des horizons de pratiques – pour privilégier une vision dynamique et relationnelle visant à rendre compte de l'imbrication des espaces d'insertion des individus et des institutions. Nous avons également tenté de dépasser la dimension proprement spatiale du territoire – et d'éviter ainsi l'illusion d'un déterminisme territorial –, pour privilégier sa dimension sociale, pensée en termes de systèmes d'action et de relations. Cette année, nous avons poursuivi ces pistes de réflexion à partir d'objets précis, en donnant une large place à la présentation et la discussion de recherches récentes ou en cours.
- 3 Un premier axe a consisté en l'analyse de la coproduction des territoires par les institutions (l'ingénierie sociale institutionnelle, traitée notamment à travers la politique du Comité Union et Progrès d'installation des Grecs, F. Dündar) mais aussi d'autres acteurs. Comment les institutions centrales s'implantent-elles au niveau local ? Un détour comparatif par le cas extrême « d'imposition » que semble constituer l'Asie centrale soviétique a permis au contraire de mettre en lumière la complexité de ces processus (I. Ohayon). Quelles forces, quels individus investissent l'espace central et ses

institutions, pour quelles raisons et comment ? L'analyse des profils de députés d'un même département du début de la République à nos jours a montré que les ressources valorisées pour devenir représentant officiel d'une province changeaient beaucoup dans le temps (G. Dorronsoro). Cet enchevêtrement a aussi été étudié à l'échelle du *mahalle* (quartier) : à la fois circonscription administrative et lieu de proximité et d'interconnaissance, il produit des relations sociales spécifiques, dont les liens avec le politique, bien que peu avoués, existent (I. Tamdoğan). Cette coproduction se joue également à travers des processus spécifiques d'écriture et de lecture d'archives (M. Aymes).

- 4 Un second axe s'est attaché au territoire comme vecteur de mobilisation et modalité de construction d'intérêts. Ainsi, une action peut être territorialisée ou déterritorialisée par des acteurs collectifs. Dans quelles circonstances la labellisation territoriale est-elle porteuse de légitimité ou au contraire d'illégitimité ? Les organisations d'originaires (*hemşehri*), d'abord vouées à l'entraide, ont une image d'apolitisme. Elles jouent pourtant un rôle politique dans la mobilisation pour le pays, mais aussi dans le lieu d'implantation (canalisation de votes ou de demandes vers le centre). Elles créent ainsi des effets de reconnaissance à la fois dans les lieux d'origine et d'implantation. Le « local » peut alors être construit comme ressource y compris pour passer au niveau central (J. Hersant).
- 5 Enfin, certains contributeurs nous ont permis d'explorer des procédés méthodologiques permettant de traiter ces phénomènes. Ainsi d'une approche prosopographique appliquée aux carrières administratives et mobilités régionales à la fin de l'Empire ottoman (O. Bouquet). L'analyse quantitative de biographies permet de mettre à jour des trajectoires types, les modes d'ascension et les circulations entre territoires. De même, l'étude de réseaux sociaux permet d'établir comment les rapports (en l'occurrence de voisinage) s'organisent et s'inscrivent dans des espaces particuliers (H. Bayard-Çan).

INDEX

Thèmes : Sociologie